

Brochure n° 3064

Conventions collectives nationales

INDUSTRIES DE LA FABRICATION DE LA CHAUX

IDCC : 1177. – **Ouvriers**

IDCC : 1178. – **ETDAM**

IDCC : 1119. – **Cadres**

ACCORD DU 17 MARS 2010

RELATIF AUX JOURS DE CARENCE EN CAS DE MALADIE OU D'ACCIDENT

NOR : ASET1050965M

IDCC : 1119, 1177, 1178

PRÉAMBULE

Au cours de la réunion paritaire du 17 mars 2010, le principe de la modification des articles des conventions collectives ouvriers, ETDAM et cadres relatifs aux jours de carence en cas d'indemnité par accident et maladie : remplacement des délais figurant actuellement par la durée prévue par la loi a été validé (art. 3.3 de l'accord).

Les partenaires se sont mis d'accord sur les 3 modifications suivantes :

A. – Modification de la rédaction de l'article 19 c, alinéa 5, de la convention collective nationale du personnel ouvrier de l'industrie de la chaux

I. – La rédaction de l'article 19 c, alinéa 5, est supprimée et remplacée par la rédaction suivante :

« Les indemnités visées ci-dessus ne seront pas dues pour la période de carence prévue par la loi pour le versement des indemnités journalières de la sécurité sociale. »

B. – Modification de la rédaction de l'article 19 c, alinéa 5, de la convention collective nationale du personnel ETDAM de l'industrie de la chaux

I. – La rédaction de l'article 19 c, alinéa 5, est supprimée et remplacée par la rédaction suivante :

« Les indemnités visées ci-dessus ne seront pas dues pour la période de carence prévue par la loi pour le versement des indemnités journalières de la sécurité sociale. »

C. – Modification de l'article 13 c, alinéa 4, de la convention collective nationale du personnel cadres de l'industrie de la chaux

I. – La rédaction de l'article 13 c, alinéa 4, est supprimée et remplacée par la rédaction suivante :

« En cas de plusieurs arrêts de travail pendant une même période de 12 mois, les indemnités visées ci-dessus ne seront pas dues à partir du deuxième arrêt pour la période de carence prévue par la loi pour le versement des indemnités journalières de la sécurité sociale. »

D. – Champ d'application

Le champ d'application du présent accord est identique à celui des conventions collectives nationales des industries de la fabrication de la chaux.

E. – Entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, entrera en vigueur à compter de la date de publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

F. – Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement entrant dans le champ d'application du présent accord ne pourront comporter de clauses dérogeant de manière moins favorable aux salariés.

G. – Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

H. – Révision et dénonciation

Le présent accord pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à la demande de l'un ou de plusieurs des partis signataires. La demande de révision, accompagnée

d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

I. – Dépôt et extension

Le présent accord est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, en vue de son extension conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Paris, le 17 mars 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Union des producteurs de chaux.

Syndicats de salariés :

Fédération matériaux céramique thermique CGT-FO ;

Fédération nationale des salariés de la construction et du bois
CFDT ;

Fédération BATIMAT-TP CFTC ;

SICMA BTP CFE-CGC.